

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à la télévision bulgare le 17 janvier 1989, sur les relations franco-bulgares, le désarmement et les relations entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est.

QUESTION.- Monsieur le Président, votre visite n'a pas encore débuté, mais il y a quand même quelque chose qui la fera rentrer dans l'histoire. C'est la première visite d'un chef d'Etat français dans l'histoire séculaire des relations entre les Français et les Bulgares, vous êtes le premier chef d'Etat qui visite notre pays, qui sera en visite officielle en Bulgarie. Quelles sont les possibilités de cette nouvelle étape de nos relations ? Quelles sont les conditions qui l'ont permis ?

- LE PRESIDENT.- Ce qui était anormal, c'était, précisément, ce manque d'échange et de visite. La Bulgarie est un pays d'Europe qui compte. J'ai souvent étudié son histoire, et je m'étonnerai presque qu'aucun chef d'Etat, avant moi, n'ait accompli ce voyage. Quand ce ne serait que la seule raison, elle serait déjà suffisante. Mais, bien entendu, s'y ajoute une série de circonstances et d'opportunités actuelles. Je voudrais que la France, et que la France dans l'Europe de la Communauté, celle que nous édifions, particulièrement pour 1992, ait le regard davantage tourné vers l'autre Europe, celle où se trouve la Bulgarie.

- Je pense que l'état de nos relations est vraiment presque à plat. De temps à autre, certes, telles ou telles démarches rappellent l'un des deux pays au souvenir de l'autre. Ce n'est pas suffisant, ce n'est pas normal. Il faut non seulement concevoir, comme nous le faisons, nous, l'Europe occidentale au travers de la Communauté européenne des Douze, mais il nous faut aussi établir un type de relations nouveau entre les deux parties de l'Europe séparées par les circonstances historiques que vous connaissez. Il me semble que la Bulgarie, de ce point de vue, soit un objectif de voyage particulièrement intéressant. Je serai en même temps très heureux de revoir le pays que j'étais déjà venu visiter dans le cadre d'autres fonctions, il y a maintenant douze ans.\

QUESTION.- Monsieur le Président, il y a des appréhensions que la création d'un marché unique de 1992, va créer, va ajouter des autres obstacles entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest. Est-ce qu'il y a des possibilités que ce qui se présente aujourd'hui comme une barrière puisse se transformer en un pont ?

- LE PRESIDENT.- Evidemment, je ne vois pas, d'ailleurs, en quoi le fait qu'il y ait un marché unique en 1992 pourrait affecter les relations entre l'Europe que l'on appelle de l'Ouest, un peu grossièrement, et l'Europe de l'Est, notion tout aussi grossière. Mais enfin chacun comprend ce que cela veut dire. Le fait que nous ayons entre nous, nous les douze pays de l'Europe, abattu nos frontières intérieures, ne présente pas d'aspects nouveaux pour nos relations avec les autres pays d'Europe. Je dirai même qu'il pourra y avoir plus d'unité dans la démarche économique, commerciale, culturelle, technologique, etc. Mais de toutes façons, il est vrai que les accords entre les pays de l'Europe communautaire et les pays de l'Europe dits de l'Est, que tout cela est en somme infini, trop fragile, presque inexistant, sauf dans certains cas particuliers. Et ce n'est pas simple parce que si l'on veut avoir une grande vue de ce que sera l'Europe au début du siècle prochain, il faut savoir que nous ne pourrions pas continuer de nous ignorer. Je suis l'un de ceux qui plaideront pour que les accords pratiques se multiplient entre votre pays et l'Europe. Cela devrait donc constituer un pont et non pas une barrière ou un mur. En tout cas, ce n'est pas dans

cet état d'esprit que nous nous sommes engagés, nous en France, dans la construction européenne.\

QUESTION.- L'année 1789 restera à jamais gravée dans la mémoire de l'humanité comme l'année de la Révolution française. Est-ce qu'il y a des conditions, Monsieur le Président, pour que l'année du bicentenaire, l'année 1989, restera dans la mémoire de l'humanité comme l'année du désarmement, comme l'année du tournant irréversible vers la paix ?

- LE PRESIDENT.- Si c'était comme cela se serait parfait. L'entreprise est audacieuse, ne sera pas aisée. Des progrès ont été réalisés au cours des années précédentes qui ne marquaient pas d'anniversaires particuliers, 1988, 1987. Mais, je pense que cependant - cette année - nous devrions enregistrer des progrès réels. Voyez ce qui s'est passé à Paris où se tenait la conférence internationale pour le désarmement chimique, où tous les pays participants sont parvenus à un accord afin d'accélérer ce désarmement. Voyez ce qui se passe actuellement à la conférence sur les mesures de confiance et de sécurité en Europe - si on veut, les négociations de Vienne - où les pays participants ont décidé de se retrouver au début du mois de mars pour engager de véritables négociations selon un processus précis sur le désarmement conventionnel, équilibré bien entendu au plus bas niveau possible. Si l'on tient compte de ces deux domaines, le chimique et le conventionnel, croyez-moi, pour les Européens c'est le passage obligé pour tout désarmement durable & si on tient compte aussi des engagements pris par les Américains et les Soviétiques d'avancer dans leurs démarches pour le désarmement stratégique nucléaire, je crois qu'on peut dire que 1989 accueillera de toute façon un grand progrès dans le rapprochement des peuples.

- J'espère qu'il en sera de même sur le plan des droits de l'homme. Car l'accord de Vienne, l'accord de la conférence qui est le résultat, vous le savez bien, des fameux accords d'Helsinki, comporte précisément une avancée dans ce domaine-là, qui est celui de la définition des libertés fondamentales et des droits de l'homme applicables à l'ensemble de l'Europe. Tout cela va dans le bon sens, mais il reste beaucoup de travail à faire. Il y faut de la bonne volonté, du travail et, mieux encore, la volonté d'en finir avec un surarmement et des différences trop sensibles dans notre approche des problèmes intérieurs. Il faut que tout cela se réduise si nous voulons aboutir.\

QUESTION.- Monsieur le Président, ce sera votre deuxième rencontre, avec le Président du Conseil d'Etat, Todor Jivkov, qu'attendez-vous de cette rencontre ?

- LE PRESIDENT.- De toutes façons, je tiens à dire, grâce à l'occasion que vous me fournissez, au peuple bulgare, mes sentiments que, Président de la République française, j'éprouve à son égard. Nous nous sommes trouvés - au moment des grandes libérations bulgares, dans la dernière moitié du XIXème siècle, comme aussitôt après la guerre, la dernière guerre - partager la même conviction qu'un peuple libre et souverain devait assurer son destin. Nous continuons de penser de cette façon-là. Quand je vois la modicité des relations commerciales, économiques et même culturelles entre la Bulgarie et la France, je pense que rendre visite au Président du Conseil d'Etat, c'est donner véritablement une chance à l'accélération de l'histoire.

- J'ai déjà pu - je l'ai rappelé au début de cette conversation - faire la connaissance, rencontrer M. Jivkov à Sofia. Ce sera pour moi très intéressant que de le rencontrer à nouveau. C'est un homme d'expérience dont l'autorité est reconnue. Je veux qu'on sache que si je suis très heureux d'aller au devant du peuple bulgare, je considère comme très utile que je puisse engager des conversations concrètes et précises avec les dirigeants de votre pays et, bien entendu d'abord, avec le premier d'entre eux.\